

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 24 SEPTEMBRE 2019

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-quatre septembre à dix-huit heures trente,  
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

\*\*\*\*\*

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND (sauf point n°2), Fabienne TREZEGUET DIOUF, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Bernard COURET, Daniel GUIHARD, Jean-Pierre PIBOYEUX, Alain LACRAMPE MOINE, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

Étaient absents : MM. Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Monique SASSI, Christiane FAURE, Hélène AYMARD, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Catherine SAMANIEGO, Patrick LE GRELLE, Vanessa CAMPOY MARTINEZ.

Pouvoirs de vote :

M. PEDURAND à M. SAUVAUD (uniquement pour le point n°2)  
M. SADIR à M. GUINGAN  
Mme BEYRET-TRESEGUET à Mme DE MACEDO  
Mme SASSI à M. COURET  
Mme FAURE à M. GUIHARD  
Mme MACARIO DE OLIVEIRA à Mme LEVEUR  
Mme KAZAOUI à M. CASTAGNOS  
Mme SAMANIEGO à M. PIBOYEUX  
Mme CAMPOY MARTINEZ à M. GIRARDI

Monsieur Bernard COURET a été élu secrétaire de séance.

\*\*\*\*\*

La présidente de l'Ecole de Musique, Madame Pierrette DUMONT, étant présente, Monsieur le Maire propose de commencer par le point n°2 sur la mise à disposition d'un piano à demi-queue à titre gracieux à l'école de Musique d'Aiguillon.

### Rapports annuels sur le Prix et la Qualité des Services (RPOS) – Année 2018 – AEP / AC – Eau 47

*RAPPORTEUR : Monsieur Daniel GUIHARD*

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.2224-5 relatif à l'établissement et à la présentation à l'assemblée délibérante du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable et d'assainissement destiné notamment à l'information des usagers, et les articles D.2224-1 à D.2224-5 ;

VU le décret n°95-635 du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'assainissement ;

VU l'article 129 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 et le Décret n°2015-1820 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement.

VU le décret n°2007-675 du 2 mai 2017 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité du Service Public de l'Eau Potable et de l'Assainissement,

VU le transfert des compétences « Eau Potable », « Assainissement Collectif », et/ou « Assainissement Non Collectif par la commune / l'EPCI à fiscalité propre au Syndicat Eau 47,

VU la délibération du Comité Syndical Eau47 du 9 juillet 2019, approuvant le contenu du rapport annuel 2018,

CONSIDÉRANT que le rapport doit être présenté en Conseil Municipal avant le 31 décembre 2019 et être ensuite tenu à la disposition du public,

Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer.

*Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré*

*24 voix pour,*

*0 voix contre,*

*0 abstention,*

- **PREND** connaissance du rapport annuel sur le prix et la qualité du Service Public de l'Eau Potable et de l'Assainissement établi par le Syndicat Eau 47 pour l'exercice 2018 (Annexe n°1),
- **MANDATE** Monsieur le maire pour assurer la mise à disposition au public de ce rapport en le faisant savoir par voie d'affichage dans les 15 jours qui suivent sa présentation.

*Publié le 26/09/2019*

*Visa Préfecture le 26/09/2019*

\* \* \* \* \*

Monsieur Guihard expose à l'assemblée le rapport suivant : « Le syndicat Eau 47, jusqu'au 31 décembre 2018, ne concernait pas pour l'eau potable la « ville » d'Aiguillon, mais uniquement les extérieurs. Le syndicat s'est largement étendu et gère en 2018 ce service dans 247 communes du département, en délégation de service public ou en régie. Cela représentait un réseau de plus de 8000 km et une production de plus de 16 millions de m<sup>3</sup> avec un rendement de 68 %, soit une perte de 1.79m<sup>3</sup>/ km / jour, d'où un volume de perte au niveau du département énorme.

Un poste a été créé depuis un an pour mettre en place une gestion de recherche de fuites optimisée pour une action plus efficace.

Les recettes de l'eau potable sont à la hauteur de la production et les réserves sont importantes mais nécessaires, plus les futurs investissements que devra faire le syndicat.

Pour l'assainissement non collectif (le SPANC), qui concerne notre commune, un nombre important de contrôles et dossiers étudiés sont faits avec une amélioration globale de la qualité des installations vues.

Pour l'assainissement collectif, la commune n'était pas concernée en 2018 mais Eau 47 gère l'assainissement de 136 communes correspondant à 45 000 habitants environ. »

Monsieur Couret dit qu'il y a un trésor de guerre et demande s'il ne risque pas d'être pris par l'Etat.

Madame Moschion lui répond que non. Monsieur Girardi dit que l'Etat prend partout où il peut.

Monsieur Guihard dit que ce sont des investissements très lourds.

Monsieur Couret dit qu'il y avait eu le cas avec une société canine. Madame Moschion lui répond que ce sont des régies d'Etat dont il parle, alors que Eau 47 est un syndicat.

Monsieur Guingan dit que ce qui l'inquiète c'est la recherche de fuite alors que l'on vient de leur transférer l'eau.

Monsieur le Maire explique que c'est transféré depuis sa création, on est sur le milieu rural et on sait que le rendement est à 70%, nous on est à 67% donc on est sur la moyenne nationale, voir européenne. Eau 47 mène un plan de bataille pour le renouvellement de ses réseaux, et pour la recherche de fuite pour augmenter le taux de rendement de ses réseaux. Ils viennent de refaire en 2 ans toute la canalisation reliant Aiguillon à Port-Sainte-Marie, il va y avoir une interconnexion avec le réseau VEOLIA.

Monsieur Guihard dit qu'on sait maintenant où vont les fuites, avant c'étaient 4 millions de litres qui partaient on ne sait où.

Monsieur Guingan dit qu'avec les changements climatiques, on peut s'inquiéter des ressources.

Monsieur le Maire est d'accord, et pour les fuites, on pense tout de suite au geyser ou au tuyau fendu, ce qui fait de grosses fuites. Mais ce n'est pas ça, Eau 47 a des techniques innovantes et très pointues pour rechercher ce type de fuite. Eau 47 a des appareils pour détecter, la nuit, les fuites.

Monsieur Guihard explique qu'il y a des compteurs pour cibler les endroits où il y a des fuites.

Monsieur Lacrampe dit qu'il y a beaucoup de fuites dans les coteaux.

*Monsieur le Maire dit qu'il signale 3 ou 4 fois par an la même fuite, toujours au même endroit en raison des glissements de terrains.*

*Monsieur Pedurand dit qu'on a été très mal habitué, on n'est pas capable de faire des tuyaux étanches.*

*Monsieur Girardi dit qu'il s'agit surtout d'un manque d'entretien, c'est scandaleux de gaspiller un quart de l'eau potable. Il ajoute qu'on va donner à Eau 47 un réseau pas très performant.*

*Monsieur Guihard dit que le réseau est performant.*

*Monsieur le Maire dit que c'est la canalisation entre le forage de Brot et le château d'eau de Pélagat qui fuit.*

*Monsieur Girardi dit qu'il n'est pas fait mention de la station d'épuration. Monsieur Guihard dit qu'Eau 47 va investir en 2020 pour rénover cette station d'épuration.*

*Monsieur Piazzon dit que la délégation de service public s'arrête en fin d'année, il demande s'il y a un appel d'offres en cours.*

*Monsieur le Maire dit que oui, on a quatre sociétés fournisseuses qui ont candidaté. Il souligne à ce sujet de vraies qualités à Eau 47, ils ont conservé Aiguillon comme un marché, et comme un territoire à part, ils ont lancé le marché pour ce territoire-là, pour l'eau et l'assainissement, c'est-à-dire la formule dans laquelle nous sommes depuis bientôt 32 ans.*

*Madame Moschion dit qu'on nous prend de plus en plus de territoire, il y a des disparités entre les territoires, qu'ils prennent Aiguillon et qu'ils conservent tout ça, c'est normal. Dans le temps, ça glissera un petit peu, ça sera plus homogène.*

*Monsieur le Maire dit que c'était une demande qu'ils conservent Aiguillon, et la permanence du futur délégataire sera à Aiguillon de façon à ce que les gens puissent veiller leur eau, rencontrer leur délégataire à Aiguillon et cela a été retenu dans l'appel d'offres. Auparavant, on devait au minimum aller à Tonneins, on pourra donc rencontrer régulièrement et pendant la durée du contrat le délégataire en centre-ville. Nous aurons bientôt le résultat de l'appel d'offres.*

### **Mise à disposition d'un piano à demi-queue à titre gracieux à l'école de Musique d'Aiguillon**

Monsieur Rivier, résident de Lagarrigue, a souhaité donner à la commune d'Aiguillon un piano demi-queue marque Gaveau, hérité de son grand-père, Monsieur Jean Rivier, compositeur de musique classique entre 1926 et 1987.

Par délégation du conseil municipal, monsieur le maire a accepté ce don et propose au conseil municipal de le mettre à disposition du centre d'enseignement d'Aiguillon de l'école de musique du Confluent dans le cadre de la convention jointe en annexe n°2 du présent rapport.

Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer.

*Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré*

24 voix pour,  
0 voix contre,

*0 abstention,*

- **ACCEPTE** le principe de gratuité de la mise à disposition dudit piano à l'école de Musique du Confluent, centre d'enseignement d'Aiguillon,
- **APPROUVE** le modèle de convention communale de cette mise à disposition gracieuse tel que joint en annexe (Annexe n°2),
- **AUTORISE** monsieur le Maire à signer ladite convention.

*Publié le 26/09/2019*

*Visa Préfecture le 26/09/2019*

*\* \* \* \* \**

*Madame Dumont, présidente de l'Ecole de Musique du Confluent, dit être très heureuse de la mise à disposition de ce piano Gaveau et remercie vivement Monsieur Rivier pour avoir fait ce don à la mairie. Elle explique que ce piano est installé au rez-de-chaussée de l'école de musique, la professeure de piano est également ravie d'avoir un piano de cette qualité pour enseigner aux élèves. Madame Dumont explique que le piano est l'instrument le plus demandé. Elle rappelle aussi que l'école de musique est devenue associative en 1994. En septembre 2002 il y a eu le rattachement de Damazan et en 2003 le rattachement de Port-Sainte-Marie. Le siège social de l'école de musique se trouve à l'Hôtel de Ville d'Aiguillon.*

*En septembre 2003, sous la présidence de Monsieur Malbec, la Communauté de Communes s'est impliquée dans le financement de l'école de musique. Monsieur Malbec et Monsieur Sauvaud ont compris que la culture dont fait partie la musique est un élément essentiel au développement d'un territoire. La commune d'Aiguillon applique une réduction de 10% pour ses administrés, ce qui permet à un plus grand nombre de fréquenter l'école de musique.*

*Il y a aujourd'hui quatre centres d'enseignements : Aiguillon, Damazan, Port-Sainte-Marie et Montpezat. L'effectif est de 140 élèves, 11 professeurs à temps partiel, 12 instruments enseignés, le solfège et l'éveil musical dès 3 ans.*

*Madame Dumont félicite Monsieur Cazes, directeur de l'école de musique, pour ses compétences. Elle remercie encore une fois Monsieur Rivier, le piano est prêt à jouer et il va jouer. Elle remercie de nouveau Monsieur le Maire et l'ensemble de la municipalité pour ce magnifique don. Elle dit que les cours de piano sont dispensés les mercredis et les jeudis.*

*Monsieur le Maire rappelle qu'en février, il y a une audition de piano, le jeudi 13 février 2020.*

*Madame Moschion demande s'il faut un spécialiste pour la restauration.*

*Monsieur le Maire lui répond que oui, et que c'est l'accordeur de l'école de musique qui s'est chargé du transport et de la restauration, Monsieur Stice, qui habite Sainte Antoine de Ficalba.*

*Madame Dumont ajoute qu'il est spécialisé dans les pianos anciens car il adore ça.*

*Monsieur Couret demande s'il est possible de déplacer ce piano pour des concerts.*

*Monsieur le Maire répond qu'il est ancien et qu'il n'est pas prévu pour.*

*Monsieur Cadays ajoute qu'il faudrait en plus le raccorder à chaque fois.*

*Monsieur le Maire termine en proposant d'attribuer à Monsieur Rivier la médaille de la ville.*

## **FINANCES PUBLIQUES**

### **Sortie des biens du bilan de l'actif**

Par délibération en date du 18 juillet 2014 puis du 20 novembre 2018, le conseil municipal a fixé les règles d'amortissement de chaque catégorie de bien (immobilisations corporelles et incorporelles) et des subventions d'équipements versées.

Comptablement, les immobilisations entièrement amorties demeurent inscrites au bilan, et donc à l'inventaire, tant qu'elles sont utilisées par la collectivité, à l'exception :

- des frais d'études, de recherche et développement, d'insertion, ainsi que les subventions d'équipement versées,
- des immobilisations de faible valeur, amortissables sur 1 an.

Il est proposé au Conseil municipal de se prononcer.

*Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré*

*24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,*

- **AUTORISE** la sortie de l'inventaire comptable communal (actif de la collectivité d'Aiguillon) des frais d'études, de recherche et développement, d'insertion, ainsi que des subventions d'équipement versées, et des immobilisations de faible valeur, amortissables sur 1 an.

*Publié le 26/09/2019*

*Visa Préfecture le 26/09/2019*

*\* \* \* \* \**

### **Convention de mise à disposition des locaux à titre gracieux pour l'association « Restos du Cœur »**

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

L'antenne aiguillonnaise de l'association « Restos du Cœur » occupe les locaux situés Terre de St Côte depuis 2016 et bénéficie également d'un véhicule avec chauffeur pendant toute la durée de la campagne d'hiver, puis ponctuellement dans le cadre des collectes nationales et de la campagne d'été.

La précédente convention étant devenue caduque, une nouvelle convention de mise à disposition doit être adoptée.

Un modèle de ladite convention est annexé à la présente délibération (Annexe n°3)

*Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré*

24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

- **ACCEPTE** le principe de gratuité de la mise à disposition de locaux et d'un véhicule avec chauffeur,
- **APPROUVE** le modèle de convention communale de cette mise à disposition gracieuse tel que joint en annexe,
- **MANDATE** Monsieur le maire pour signer ladite convention et la faire appliquer.

Publié le 26/09/2019  
Visa Préfecture le 26/09/2019

\* \* \* \* \*

*Monsieur le Maire explique que depuis 24 ans, la commune met à disposition à titre gracieux des locaux pour l'association des restos du cœur. Cela a commencé aux gîtes, ensuite à l'ancienne crèche et c'est maintenant à l'ancien bâtiment Vivès, au niveau du centre technique municipal.*

### Attribution de l'indemnité de conseil pour l'année 2019 au receveur municipal

Monsieur le Maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

Un arrêté interministériel en date du 16 décembre 1983 fixe les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables des services extérieurs du Trésor Public chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics.

Le conseil municipal, considérant les services rendus pour l'exercice 2019 par Monsieur Jean-François GUIRAL, Receveur, en sa qualité de conseiller économique et financier de la commune d'Aiguillon et des services rattachés, est appelé à lui allouer l'indemnité de conseil fixée au taux plein et conformément aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté susvisé.

Monsieur le maire propose au conseil de se prononcer.

***Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré***

24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

- **DÉCIDE** d'accorder une indemnité de conseil à Monsieur Jean-François GUIRAL, Receveur municipal de la commune au taux de 100 % pour l'année 2019,
- **DIT** que cette indemnité est calculée selon les bases définies à l'article 2 de l'arrêté interministériel précité, soit un total brut dû de **698.14 €**.
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2019 à l'article 6225.

### Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'Institut Bergonié

Monsieur le Maire présente au conseil municipal le rapport suivant :

Le conseil municipal est appelé à approuver le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 150 € à l'Institut Bergonié, Centre régional de recherche et de lutte contre le cancer de Nouvelle Aquitaine.

Depuis plus de 90 ans, il contribue au progrès médical et au rayonnement international de la recherche en matière de prévention, de dépistage et de traitement du cancer, une maladie chronique devenue deuxième cause de décès dans le monde (près d'1 décès sur 6 en 2015, soit plus 8 millions de morts)

L'Institut Bergonié, comme les 17 autres centres de lutte contre le cancer, est chargé d'une triple mission de soins, de recherche et d'enseignement, dans une pratique de pluridisciplinarité dans l'ensemble de ces domaines.

*Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré*

24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

- **APPROUVE** le versement d'une subvention exceptionnelle de 150 € (150 euros) à l'Institut Bergonié, Centre régional de recherche et de lutte contre le cancer de Bordeaux et du Sud-Ouest,
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2019.

*Monsieur Piazzon dit que 150 € c'est une somme assez modique.*

*Monsieur le Maire dit que si toutes les communes faisaient comme nous, ça ferait progresser.*

### Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association « Solar Himalayan Project »

Monsieur le Maire présente au conseil municipal le rapport suivant :



Monsieur SINGH Léo, habitant de Saint Léon, a présenté un projet humanitaire porté par l'association « Solar Himalayan Project » en séance du bureau communautaire du 12 juin dernier.

Il s'agit d'équiper la communauté de Yougar, un village reculé de l'Himalaya, de panneaux photovoltaïques destinés à amener l'électricité. Le climat dans cette région est hostile. Il peut faire jusqu'à 40°C pendant les périodes de forte chaleur tandis qu'en hiver, les températures atteignent -20°C. Les villageois s'équipent avec du matériel fonctionnant au kérosène, nocif pour leur santé et leur environnement. L'électricité apportera autonomie et confort quotidien à l'ensemble des familles. Toute l'expédition est pensée pour avoir un impact négatif en émission de carbone.

Pour mener à bien son projet, l'association sollicite des partenaires financiers et notamment les collectivités territoriales. Une vidéo présentant le déroulement du projet sera remise à chaque partenaire dont le nom figurera sur la liste des remerciements.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'apporter le soutien de la Commune d'Aiguillon par le biais d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 300 € à l'association « Solar Himalayan Project ».

Le conseil est appelé à délibérer.

*Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré*

24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

- **APPROUVE** le versement d'une subvention exceptionnelle de 300 € (trois cents euros) à l'association « Solar Himalayan Project »,
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2019

*Publié le 26/09/2019  
Visa Préfecture le 26/09/2019*

\* \* \* \* \*

*Monsieur le Maire explique qu'il fallait que chaque membre de l'association « Solar Himalayan Project » ait 4 000 euros, Léo Singh n'avait que 1 000 euros. Grâce à ces 300 euros qu'Aiguillon donnerait, sachant que Damazan a aussi donné 300 euros, Saint Pierre de Buzet 100 euros, et Saint Léon 100 euros, le projet est en cours de réalisation.*

*Monsieur Pédurand fait remarquer que le maire de Saint Léon ne donne que 100 euros.*

*Monsieur le Maire dit que c'est aussi proportionnel aux habitants.*

*Monsieur Piazzon demande si la Communauté de Communes participe.*

*Madame Moschion dit qu'à partir du moment où ce n'est pas intercommunal, la communauté de communes n'intervient pas.*

## Attribution d'une subvention à l'association aiguillonnaise « Foyer de l'Automne »

Monsieur le Maire présente au conseil municipal le rapport suivant :

L'association « Foyer de l'automne » organise depuis plus de 40 ans des activités en direction notamment des personnes âgées. Au printemps 2019, un nouveau bureau et des nouveaux statuts sont venus relancer la vie de cette association.

Des activités hebdomadaires sont proposées, ainsi que régulièrement des animations de plus grandes ampleurs. Prochainement, l'association proposera des ateliers mémoires et des cours de gymnastique.

Le conseil municipal est appelé à approuver le versement d'une subvention d'un montant de 400 € à l'association aiguillonnaise « Foyer de l'automne ».

Le conseil est appelé à délibérer.

*Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré*

*23 voix pour (Monsieur CADAYS étant le président de l'association, il ne peut prendre part au vote)*

*0 voix contre,*

*0 abstention,*

- **APPROUVE** le versement d'une subvention exceptionnelle de 400 € à l'association aiguillonnaise « Foyer de l'automne »,
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2019.

*Publié le 26/09/2019*

*Visa Préfecture le 26/09/2019*

*\* \* \* \* \**

*Monsieur Cadays explique que le Foyer de l'Automne, qui a été en sommeil pendant 1 an et demi, c'était dommage pour de nombreux retraités. Après 6 séances de l'assemblée de l'association, il a accepté d'en devenir le président. Il ajoute qu'il a fallu, suite à des retards de la préfecture, attendre un mois pour que la demande de réouverture d'association soit examinée. Après les rendez-vous bancaires, en mai-juin, l'association s'est remise en activité, avec un loto par semaine, et la semaine d'après la bellotte.*

*Monsieur Girardi sort de la salle.*

*Monsieur Cadays ajoute que l'association a une équipe pour les jeux qui est expérimentée et efficace, ils ont donc ajouté un loto exceptionnel, ouvert à tous, de 120 personnes, qui a rempli la salle des majorettes. Il dit qu'ils sont la génération mouvement des aînés ruraux, et qu'ils fonctionnent avec les aînés voisins. Parfois, certains adhérents ont une carte à Aiguillon mais*

aussi dans un autre club. Il dit que l'association compte 70 adhérents. Pour assister aux lotos classiques, il faut la carte du club.

Monsieur Cadays ajoute que nous avons tous été choqué, il y a deux ans, par le drame de Puisseguin, cela a amené des réflexions, par seulement sur leur fédération de retraités, mais aussi au conseil départemental. Monsieur Cadays explique qu'ils vont donc produire en partenariat avec le conseil départemental un film sur l'incendie d'un car, le film se déroulera à Bouglon, sur comment réagir si ça arrive. Ce film sera utile pour les aînés ruraux, mais pas que. Ce film devrait être tournée d'ici la fin de l'année et sera diffusé à Saint Laurent au début. Il ne faut pas attendre la catastrophe, mais c'est important de faire cette démarche-là. Ce n'est donc pas une subvention exceptionnelle, mais une subvention de fonctionnement.

Madame Leveur dit qu'on trouvera cette année, pour la semaine bleue, une organisation commune, on partage le programme entre le Foyer de l'Automne, le CCAS et l'EHPAD.

Monsieur Girardi revient.

Monsieur Cadays dit que cela a été annoncé au dernier moment, mais c'est utile, que l'association fonctionne ainsi.

Madame Moschion dit que l'association s'associe à d'autre village, ça devrait être cette politique-là de l'intérêt communautaire, c'est tout.

Monsieur Cadays dit que c'est l'organisation de la fédération qui est ainsi, mais les aînés de Prayssas ont une organisation différente.

Madame Moschion dit que ça devrait être plus harmonieux sur tout le territoire, les besoins sont les mêmes partout, il faudrait mutualiser pour faire quelques choses d'innovant, de positif sur les personnes âgées.

Monsieur Cadays demande à Madame Moschion si elle voudrait que l'association soit communautaire.

Madame Moschion dit que c'est une politique initiée, une mutualisation, comme pour les Relais d'Assistantes Maternelles c'est la même chose, il y a des activités qui sont créées, ça devrait être fait aussi pour les personnes âgées.

Madame Leveur est d'accord avec Madame Moschion et dit que la Communauté de Communes avait accordé une subvention aux associations d'aide à domicile, pour les personnes en difficulté sur notre territoire, elle pourrait donc par exemple donner 1 000 euros à partager entre les différentes associations des aînés ruraux.

Madame Moschion dit qu'on a un territoire vieillissant, on a une très belle zone d'activité, mais le taux de chômage reste très élevé, la communauté de communes nous coûte assez cher.

Monsieur Cadays dit ne pas comprendre, il dit s'être mal fait comprendre, sur l'ensemble de la communauté de communes, les aînés ruraux sont organisés, ils s'organisent par secteur, et chaque secteur a un responsable, que ce soit Bazens, Saint Salvy ou Damazan, ils ne sont pas à part. Quelques fois, il y a des initiatives fédérales, il y a par exemple un repas de secteur, avec 8 ou 10 adhérents des clubs autour, s'il y aura un repas à Bourran, ça ne veut pas dire qu'il n'y aura rien ailleurs.

Madame Leveur dit qu'il faudrait s'adresser à la communauté de communes pour demander des subventions.

*Monsieur Couret dit qu'il ne voit pas pourquoi la communauté de communes devrait payer, les aînés veulent leur autonomie, ils se débrouillent.*

*Madame Leveur dit que cela n'empêche pas la participation et le soutien de la commune.*

*Madame Moschion dit que le but n'est pas d'enlever l'autonomie des associations.*

*Monsieur Cadays demande si les aînés ruraux devraient rajouter une autre organisation.*

*Monsieur Girardi dit que ce qui est important, c'est que Monsieur Cadays ait pris la présidence.*

*Monsieur Cadays dit que le but des lotos n'est pas de faire du bénéfice mais de se retrouver tous ensemble, éviter l'isolement.*

*Monsieur Piboyeux demande pourquoi ne pas ouvrir les concours de belotes à toute la population, plutôt que de les garder juste entre vous, cela permettrait à des jeunes de connaître d'autres personnes aussi.*

*Monsieur le Maire dit que nous allons lancer en collaboration avec le CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) et le service enfance, une opération pilote qui consiste à associer des personnes retraitées aux repas des enfants de l'école Marcel Pagnol, on a envoyé 200 invitations à une réunion de présentation vendredi après-midi, les volontaires pourront participer à un repas lors de la semaine bleue, et si ça marche, c'est une opération que l'on renouvellera. Il dit l'avoir découvert dans une autre commune, et il est important que le moment du repas soit un moment de bien-être et de convivialité.*

## RESSOURCES HUMAINES

### Adhésion au groupement de commandes du CDG 47 – Contrat d'assurance des risques statutaires 2021-2024

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26,

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de gestion pour le compte des collectivités et établissements territoriaux,

Vu le code de la commande publique,

Le Maire expose à l'assemblée :

Par courrier en date du 1<sup>er</sup> juillet 2019, le Centre De Gestion de la Fonction Publique du Lot-et-Garonne (CDG 47) a informé la commune de la relance du contrat groupe d'assurance statutaire pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2024. Ce contrat groupe d'assurance statutaire en capitalisation permet de couvrir les obligatoires statutaires (congé de maladie ordinaire, longue maladie, longue durée, accident de service, décès) en tant qu'employeur.

Ainsi, le CDG 47 nous propose de négocier pour notre compte un contrat d'assurance statutaire, conformément au code des marchés publics et aux dispositions de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ainsi que du décret n° 86-552 du 14 mars 1986.

Le Conseil Municipal doit prendre une délibération de principe chargeant le CDG 47 de la passation de ce contrat. Cela permettra d'une part de dispenser la commune de l'organisation d'une procédure de mise en concurrence et d'autre part de protéger la collectivité avec un

contrat d'assurance groupé. Cette délibération n'engage pas la commune sur une future adhésion au contrat groupe. En effet, au terme de la consultation, les conditions obtenues seront proposées à la collectivité qui aura toute latitude pour adhérer ou non au contrat.

*Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré*

24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

- **CHARGE** le Centre de gestion de négocier un contrat groupe auprès d'une entreprise d'assurance agréée. Ce contrat est ouvert à adhésion facultative. La commune d'Aiguillon se réserve la faculté d'y adhérer.

*Publié le 26/09/2019*

*Visa Préfecture le 26/09/2019*

\* \* \* \* \*

### **Recrutement d'un enseignant dans le cadre d'une activité étude surveillée**

Monsieur le Maire expose aux membres du conseil municipal qu'il est nécessaire de procéder au recrutement d'un intervenant pour animer les études surveillées sur le temps périscolaire.

Cette activité pourrait être assurée par un enseignant, fonctionnaire de l'Education nationale, dans le cadre de la réglementation des cumuls d'activités qui permet aux fonctionnaires d'exercer une activité accessoire d'intérêt général auprès d'une personne publique, à condition d'y être autorisé par son employeur principal.

Pour ce qui concerne la rémunération le décret n° 66-787 du 14 octobre 1966 et la note de service du Ministère de l'Education nationale du 26 juillet 2010 précisent les montants plafonds de rémunération des heures effectuées dans ce cadre.

Conformément aux dispositions régissant le régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires, la rémunération afférente à cette activité accessoire sera soumise aux seules cotisations suivantes : CSG, CRDS, et, le cas échéant, 1% solidarité et RAFP.

*Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré*

24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à recruter un fonctionnaire du ministère de l'Education nationale pour assurer des tâches d'animation d'une étude surveillée pendant le temps périscolaire pour l'année scolaire 2019-2020.
- **DIT** que le temps nécessaire à cette activité étude surveillée est évalué à 2 heures par semaine.
- **FIXE** la rémunération de l'intervenant sur la base d'une indemnité horaire fixée à

22,34 € brut.

Publié le 26/09/2019

Visa Préfecture le 26/09/2019

\* \* \* \* \*

*Monsieur Guihard signale qu'il a entendu que cet enseignant ne faisait que de la garderie, il est payé beaucoup plus cher que quelqu'un qui fait de la vraie aide aux devoirs.*

*Monsieur le Maire dit qu'on va lui signer un contrat provisoire, il a déjà exercé l'année dernière.*

*Madame Moschion dit que s'il n'aide pas, il ne faut pas l'embaucher.*

*Monsieur le Maire dit qu'il est enseignant, on n'avait donc a priori pas de contrôle à faire, mais des contrôles vont être effectués.*

*Madame Moschion demande comment va-t-on le surveiller, s'il va falloir surveiller le surveillant.*

*Monsieur le Maire dit qu'on a fini par le savoir, on peut donc faire des vérifications, on peut intervenir.*

*Monsieur Couret dit que ce n'est pas anormal de demander un rapport d'activité.*

*Monsieur le Maire dit qu'il s'agit d'une étude surveillée, il n'y a pas de rapport d'activité à rendre.*

*Madame Moschion dit qu'il doit y avoir des problèmes dans sa classe aussi.*

*Monsieur le Maire dit qu'un point sera fait.*

*Monsieur Girardi dit être surpris qu'on embauche quelqu'un qui ne fait pas l'affaire.*

*Monsieur le Maire dit qu'on l'a appris il n'y a pas longtemps, mais que des vérifications seront effectuées.*

## ENFANCE – JEUNESSE

### Renouvellement PEDT (Projet Educatif Territorial) 2019-2022 – Approbation et signature

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

La collectivité s'est engagée dans la mise en place des nouveaux rythmes scolaires depuis la rentrée de septembre 2013. Pour cela, la commune s'est dotée d'un PEDT (Projet Éducatif Territorial) afin de disposer d'un cadre qui rassemble tous les acteurs du domaine de l'éducation : État (Direction départementale de la cohésion et de la protection des populations), CAF (Caisse d'Allocations Familiales), MSA (Mutualité Sociale Agricole), Conseils d'école, Associations, DDEN (Délégué Départemental de l'Éducation Nationale).

Il s'agissait d'une part de formaliser une démarche partenariale évolutive qui propose à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité ; d'autre part de garantir la cohérence et la continuité entre les projets de tous les partenaires.

Il est nécessaire de renouveler pour la deuxième fois le PEDT pour une durée de 3 ans de 2019 à 2022. La signature du PEDT permet en outre de bénéficier d'aides financières. Ce document est signé conjointement par la collectivité, le Préfet, le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale et la Directrice de la caisse d'Allocations Familiales.

*Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré*

24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

- **APPROUVE** le deuxième renouvellement du Projet éducatif territorial tel que joint à la présente délibération (Annexe n°4).
- **AUTORISE** le maire à signer le deuxième renouvellement du Projet éducatif territorial et ainsi que tous les documents afférents à ce dossier.

*Publié le 26/09/2019*

*Visa Préfecture le 26/09/2019*

*\* \* \* \* \**

*Madame Moschion dit qu'on n'a pas eu beaucoup de Commission Enfance, ces commissions sont essentiellement sur les places en crèche, mais ça ne se fait quand-même pas le soir. Ce n'est pas très satisfaisant comme horaire.*

*Monsieur le Maire dit que pour le PEDT, il y a eu un comité de pilotage qui a été réuni autant de fois que nécessaire pour la redéfinition ou l'évolution du PEDT, ceci tous les ans, ce comité est réuni en fin d'année scolaire. Le problème, c'est que le comité de pilotage associe les parents d'élève, les agents, les élus, de l'ensemble des écoles, et tout le monde n'a pas les mêmes horaires, surtout quand on a de nombreux enseignants qui n'habitent pas sur la commune.*

*Madame Moschion dit que ce n'est pas comme-ci il y en avait tous les soirs, puis on n'a aucune réflexion en tant qu'élu sur l'enfance.*

*Monsieur Couret dit que le PEDT c'est de la vraie réflexion sur ce qu'on veut faire pour les enfants, les activités à venir, c'est très intéressant.*

*Monsieur le Maire dit que pour ce qui concerne le temps extra-scolaire, nous sommes liés par le contrat enfance-jeunesse de la communauté de communes, qui lui est négocié au niveau de la communauté de communes avec la CAF, décliné dans chacune des communes adhérentes, qui est ensuite peaufiné par l'ensemble des services.*

*Madame Moschion dit que pour le centre de loisirs, on ne sait pas ce qu'il se passe, il n'y a pas de commission qui se réunissent, pourtant ça c'est un sujet essentiel, comme les personnes âgées, il faut qu'on arrive à se réunir.*

*Monsieur Couret dit qu'on a un service enfance qui propose des tas de choses.*

*Madame Moschion dit qu'on fait partie de la Commission Enfance et qu'elle ne se réunit pas.*



*Monsieur Guingan répond à Madame Moschion que Monsieur Sadir précise que quand il fait une Commission Enfance, elle ne vient pas.  
Madame Moschion dit que c'est un argument facile, car les commissions sont faites à 10h le matin.*

*Monsieur Girardi dit que Monsieur Sadir ne vient pas aux conseils le soir.*

*Monsieur Guingan répond que Monsieur Sadir travaille.*

*Monsieur Girardi répond qu'il est adjoint.*

*Madame Moschion dit que si elle demande au secrétariat de la mairie combien il y a eu de commission enfance depuis 2014, ça fait peur, il y a un souci.*

*Monsieur le Maire dit que cela ne remet pas en cause le sérieux des questions relevées par le service enfance-jeunesse, périscolaire et extrascolaire, il répond que Madame Moschion souligne le manque de communication et il fait son mea culpa, on va demander avant la fin de l'année une commission enfance, notamment sur les activités de l'ALSH (Accueil de Loisirs Sans Hébergement).*

### **Convention permettant l'intervention de bénévoles au sein des écoles J. Jaurès, M. Curie et M. Pagnol – Dispositif « Lire et faire Lire »**

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal l'exposé suivant :

Le Conseil Municipal est appelé à approuver la convention (voir Annexe n°5) entre la Commune d'Aiguillon et la Ligue de l'enseignement du Lot-et-Garonne, représenté par Le Président, Monsieur Bruno TARREAU, afin d'y permettre l'intervention de bénévoles auprès des trois écoles publiques : les écoles maternelles Jean Jaurès et Marie Curie ainsi que l'école élémentaire Marcel Pagnol.

Il est précisé que les trois bénévoles seront Mme Sylvie GUINGUAN, Mme Isabelle LE GRELLE et Mme Françoise SORIANO, qui interviendront durant les temps périscolaires, au sein des trois écoles, ainsi qu'occasionnellement sur les périodes de vacances scolaires dans le cadre de l'accueil de Loisirs sans Hébergement.

***Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré***

*24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,*

- **ACCEPTE** les termes de la convention de mise en œuvre du dispositif « Lire et faire Lire », annexée à la présente délibération.
- **PRÉCISE** qu'une participation s'élevant à 300 € sera versée, soit 100 € par école afin de réaliser l'accompagnement de 3 bénévoles.
- **MANDATE** Monsieur le Maire pour signer tous les documents afférents à ce dossier.



\* \* \* \* \*

## Convention de mise en œuvre du dispositif « Petits Déjeuners » dans la Commune d'Aiguillon pour la classe des enfants de moins de trois ans

Monsieur le maire expose à l'assemblée :

Le dispositif de la classe des enfants âgés de moins de trois ans créé à la rentrée scolaire de septembre 2016 a permis d'accueillir des enfants qui n'avaient jamais fréquenté un accueil collectif (crèche, assistante maternelle, garde à domicile par une tierce personne).

L'objectif éducatif principal de ce dispositif est de permettre à ces jeunes enfants de s'approprier le langage, découvrir l'écrit, coopérer et devenir autonome, vivre ensemble et devenir élève.

Les effectifs de la classe Toute Petite Section (TSP) se présentent comme suit :

Année scolaire 2016-2017 : 9 élèves inscrits

Année scolaire 2017-2018 : 17 élèves inscrits

Année scolaire 2018-2019 : 17 élèves inscrits

Année scolaire 2019-2020 : 12 élèves inscrits

Cette année, le ministère de l'éducation nationale représenté par l'inspecteur d'académie, directeur académique des services de l'éducation nationale du Lot-et-Garonne, agissant sur la délégation de la rectrice de l'académie de Bordeaux a indiqué à la commune d'Aiguillon qu'elle pourrait signer une convention concernant la mise en œuvre du dispositif « petits déjeuners » pour cette classe.

Les petits déjeuners seraient composés principalement de produits issus de l'agriculture biologique, tels que des fruits, des produits laitiers, des tartines de pain avec du beurre et de la confiture et de l'eau en boisson.

En effet, le gouvernement prévoit d'encourager la distribution de petits déjeuners, sur le temps scolaire ou périscolaire, selon le choix de l'école et de la commune, à compter de la rentrée scolaire 2019-2020.

Ainsi la convention stipule que le ministère s'engage à contribuer sur la base d'un forfait de 1euro par élève, à l'achat des denrées alimentaires consommées par les élèves de cette classe. L'équipe éducative de l'école communiquera avec les familles sur le dispositif afin de les associer et d'éviter le risque d'une double prise de petits déjeuners.

*Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré*

24 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

- **ACCEPTE** les termes de la convention de mise en œuvre du dispositif « petits déjeuner », annexée à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention à adresser à l'inspection départementale de l'éducation nationale de Nérac.

*Publié le 26/09/2019*

*Visa Préfecture le 26/09/2019*

\* \* \* \* \*

*Monsieur le Maire dit que nous travaillons avec M. Paladin à Frégimont, dans le cadre de ce dispositif.*

*Monsieur Girardi dit qu'il s'insurge contre le tout bio.*

*Monsieur le Maire répond que les petits déjeuners sont composés principalement de bio, mais pas entièrement, et c'est un dispositif communal, les produits seront achetés localement, c'est ce qui est le plus important.*

*Monsieur Girardi dit qu'il n'y a pas que le bio et heureusement, il souligne qu'il n'a jamais été noté une seule fois l'agriculture raisonnée.*

*Madame Moschion dit que l'agriculture à haute valeur environnementale c'est important aussi, on n'en parle jamais non plus.*

*Monsieur le Maire dit que cela ça se pratique, donc pas besoin d'en parler.*

### **Information – Décision du Maire n°3**

**Le Maire de la commune d'Aiguillon,**

VU les articles L2122-22, L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU la délibération n°2014-044 en date du 11 avril 2014 portant délégation au Maire relative à l'acceptation des dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.

CONSIDÉRANT la proposition de M. RIVIER de nous faire don du piano hérité de son grand-père.

#### **DÉCIDE :**

**ARTICLE 1 :** Désignation du bien faisant l'objet de la présente décision : piano de marque Gaveau et type demi-queue, datant de 1933 (n° de série : 91042).

**ARTICLE 2 :** Le bien désigné à l'article 1 faisant l'objet du don grevé ni de conditions ni de charges, entre dans l'inventaire du patrimoine du domaine privé de la commune.

**ARTICLE 3 :** La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et un extrait en sera affiché à la porte de la mairie.

Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du Lot-et-Garonne.

*Publié le 26/09/2019*

*Visa Préfecture le 17/09/2019*

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne prenant plus la parole, la séance est levée à 20h00.

\* \* \* \* \*

Le Maire,

Le secrétaire, Monsieur LASSERRE

Et ont signé les membres présents :

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne TREZEGUET DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Jean-Pierre PIBOYEUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Vanessa CAMPOY MARTINEZ

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION